



Parachutistes américains de la 82^e division aéroportée dans les rues de Port-au-Prince. Photo AFP

Souvenez-vous de Katrina...

Souvenez-vous de Katrina. Le 29 août 2009, aux Etats-Unis mêmes, le terrible ouragan ravageait La Nouvelle-Orléans. 141 500 sinistrés. Des milliers de morts. Pour la plupart noirs. Des centaines de milliers de familles déplacées de force vers d'autres Etats. Des familles ayant tout perdu, accrochées aux toits de leurs maisons, s'entassant ensuite dans des camps de toile, sans eau potable, sans nourriture. Et l'envoi par Bush, alors président des Etats-Unis, de plusieurs milliers de marines et de gardes nationaux « contre les pillards ».

Les mêmes images, quatre ans après. En Haïti cette fois. La détresse d'un peuple, l'effroyable carnage provoqué par un tremblement de terre, dont nul ne niera évidemment l'exceptionnelle violence... Et l'arrivée de 12 000 marines américains.

Pour sauver les vies ? Une dépêche de l'AFP rapporte l'arrivée des parachutistes américains de la 82^e division aéroportée en vue d'établir « une base permanente » au nord de Port-au-Prince : « Les soldats du colonel Haynes sont armés de fusils d'assaut et de mitrailleuses légères. » Un matériel peu adapté, on l'admettra, à une mission de « sauvetage ». Ce n'est pas d'un protectorat armé dont a besoin le peuple haïtien, c'est au contraire du rétablissement de sa pleine souveraineté. C'était la conclusion de la commission internationale d'enquête qui a auditionné des centaines de témoins, en septembre dernier, en Haïti. C'est aujourd'hui, plus encore, une exigence dont l'Entente internationale des travailleurs et des peuples se fait l'écho dans un appel à la solidarité, que vous pouvez vous procurer auprès des militants du POI.

Reportage

Au lendemain du terrible tremblement de terre qui a déjà causé la mort de plus de 100 000 Haïtiens et totalement dévasté Port-au-Prince

Au nom de "l'aide humanitaire", l'armée américaine prend le contrôle d'Haïti

Jean-Pierre Raffi

Quatre jours après le tremblement de terre qui a ravagé Haïti, le nombre de morts s'élève à plus de 100 000. Un chiffre qui risque malheureusement de s'alourdir encore, vu le nombre de personnes disparues encore ensevelies et les conditions dans lesquelles tentent de survivre des millions d'Haïtiens sans abri, sans nourriture et sans eau, tandis que l'armée américaine prend le contrôle de l'île. « Colère et désespoir gagnent les Haïtiens », note le correspondant de l'AFP, Dave Clark. Les ruines et les rues, encombrées de gravas, sont jonchées de cadavres en décomposition. « Les gens sont affamés, assoiffés. Ils sont livrés à eux-mêmes » (15 janvier).

« Sans Etat et face à l'inefficacité de l'Onu, les gens sont livrés à leur propre sort », confirme un universitaire brésilien, en mission en Haïti, cité par le journal brésilien *Folha de Sao Paulo* (14 janvier). « Les Haïtiens sont fatigués des promesses de ceux qui disent représenter la communauté internationale. » « En fin de compte, pourquoi sont-ils ici ? Après six ans d'occupation, les hôpitaux et les écoles sont en ruine », ajoute-t-il.

« De quoi manque-t-on ? », explique à *Libération* (15 janvier) une infirmière française bénévole, accourue dès le premier jour. « De tout : médecins, infirmières, lits, médicaments, produits. »

Le fait est là : ce qui est arrivé le plus vite en Haïti, ce ne sont pas les sauveteurs, mais l'armée américaine, les marines, les parachutistes, les navires de l'US Navy..., une armada qui a aussitôt pris militairement le contrôle des points stratégiques du pays.

Dix mille marines se sont déployés et ont pris entièrement Haïti sous leur contrôle. Un porte-avions nucléaire américain occupe le port dévasté. « Les parachutistes américains contrôlent l'aéroport de Port-au-Prince depuis vendredi (15 janvier). Reconnaissables à leurs bérets noirs et leurs blasons rouges et bleus flanqués de lettres "AA", ils appartiennent à la 82^e division aéroportée », note le correspondant de l'AFP. Et il rapporte cet incident survenu à l'entrée de l'aéroport : « "Passeport américain seulement", répète en un français approximatif un GI, ordonnant à un fonctionnaire français de rebrousser chemin. »

100 millions

C'est, en euros, le montant débloqué par l'Union européenne. Soit exactement 10 euros par Haïtien.

« Plus loin, note-t-il, encore, un fonctionnaire du département d'Etat américain laisse passer un groupe qui accède à l'espace réservé aux citoyens des Etats-Unis. D'autres n'ont pas cette chance. Des centaines d'Haïtiens sont massés aux portes de l'aéroport dans l'espoir de quitter cet enfer. »

« Du fait de la situation, il y a un risque majeur d'une crise d'immigration depuis Haïti », prévient le porte-parole des gardes-côtes de Miami (Etats-Unis). Un bâtiment garde-côtes patrouille depuis quelques jours au large de Port-au-Prince, un autre est en passe d'arriver.

Comme pour bien souligner ses intentions, le gouvernement américain a nommé G. W. Bush, coprésident de la « Mission de sauvetage d'Haïti », l'homme de la guerre



Photo AFP

"Il faut préserver l'ordre, arrêter les pillages, garantir les propriétés" ! C'est la première déclaration du ministre français des Affaires étrangères, M. Kouchner, alors que les morts se comptent déjà par dizaines de milliers et les sans-abris par millions.

en Irak et en Afghanistan, celui qui n'a pas bougé le petit doigt pour porter secours aux centaines de milliers de victimes, en majorité noires, du cyclone Katrina, à La Nouvelle-Orléans.

De son côté, selon son directeur général, M. Strauss Kahn, le FMI se dit prêt à débloquer quelques millions de dollars d'aide. Mais, avec les banques internationales créditrices, il continue d'exiger le paiement intégral de la dette externe qui, depuis des années, saigne le peuple et la nation haïtiens.

Pour la palme du cynisme et de cette morgue propre aux nantis, on n'oubliera pas de sitôt la première réaction du ministre français des Affaires étrangères, le « french doctor » Kouchner. Quelques heures à peine après la catastrophe, alors que des milliers d'Haïtiens étaient ensevelis sous les ruines, que les morts se comptaient déjà par dizaines de milliers et les sans-abris par millions, il déclare : « Il faut préserver l'ordre, arrêter les pillages, garantir les propriétés » ! Et le ministre des Affaires étrangères du Brésil et du gouvernement Lula, Celso Amorim, renchérit : « Il est clair que cette tragédie requiert une attention spéciale en ce qui concerne l'ordre et la sécurité. D'autant plus que les prisons ont été détruites » (*O Estado*, 14 janvier).

« Ce qui est ici en accusation, c'est bien, comme le souligne l'appel de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, la politique de l'ensemble des gouvernements qui ont conduit durant des années ce pays, ce peuple pauvre parmi les pauvres, à l'abîme de misère dans lequel l'a saisi le tremblement de terre. Et qui font mine aujourd'hui de pleurer sur le sort du peuple haïtien. »

Ce qui ravage Haïti, c'est en vérité une catastrophe sociale, politique, économique, dont les responsables sont ces gouvernements et nuls autres. ■

INTERVIEW

“Oui à la solidarité avec les travailleurs et le peuple d'Haïti”

Questions à Robert Fabert, militant ouvrier guadeloupéen, membre de l'Alliance des travailleurs et des peuples de la Caraïbe (ATPC)

Tu as participé en septembre dernier à une commission internationale d'enquête indépendante sur la situation en Haïti (CIE-H). Quelles en étaient les conclusions ?

Cette commission d'enquête a été constituée à l'initiative de la 3^e Conférence de l'ATPC et de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

Elle était composée de militants ouvriers d'Algérie, du Brésil, de Guadeloupe, de Martinique et des Etats-Unis.

Elle a entendu durant quatre jours des témoignages nombreux de citoyens, d'organisations syndicales et populaires haïtiennes. Elle a également rencontré le commandement militaire de la Minustah.

Ses conclusions ont été consignées dans un rapport de 21 pages, montrant toute l'étendue du désastre dans lequel se trouvait déjà à l'époque le peuple haïtien, après plus de cinq ans d'occupation par les troupes sous couvert de l'ONU.

Par exemple ?

Il était patent, dès ce moment, que l'Etat haïtien n'était plus qu'un simple appendice de la Mission militaire de l'ONU (Minustah).

Et tous les témoignages mettaient en accusation cette Minustah, censée, selon l'ONU et les gouvernements, apporter l'ordre et la démocratie et qui, en réalité, s'est rendue coupable d'innombrables exactions, sur lesquelles nous avons réuni des témoignages plus que probants. Nous avons pu, entre autres, visionner un film montrant la cruauté de la répression qui s'est abattue sur les habitants de Cité-Soleil.

Des sismologues témoignent

“On ne pouvait certes pas éviter un tel désastre, mais on pouvait le prévenir et en réduire les conséquences”

Dans un entretien accordé, le 25 septembre 2008, au quotidien haïtien *Le Matin*, Patrick Charles, ancien professeur à l'Institut de géologie appliquée à La Havane (Cuba), avertissait : « Toutes les conditions sont réunies pour qu'un séisme majeur se produise à Port-au-Prince. Les habitants de la capitale haïtienne doivent se préparer à ce scénario. »

Premier problème, explique Fabrice Cotton, responsable du groupe de risque sismique à l'université de Grenoble, interrogé par l'agence de presse Reuters : « Ce séisme était prévisible, mais les failles reconnues étaient assez peu instrumentées, c'est-à-dire que le pays avait, à ma connaissance, peu de moyens de surveiller les mouvements des plaques. » On retrouve les problèmes mis en évidence par le tsunami : certes, on ne peut enrayer de tels phénomènes, mais on peut les prévenir, en être averti, les moyens de surveillance existent... Mais Haïti ne faisait visiblement pas parti du « monde utile » pour pouvoir bénéficier de ces moyens-là.

Le professeur Cotton ajoute : « On peut aussi prévoir la vulnérabilité en construisant avec des normes antisismiques. Encore faut-il, là aussi, de l'argent. » « Les constructions en Haïti, pays pauvre, sont très vulnérables et non parasismiques. Au Japon, un séisme comme cela n'aurait pas fait de tels dégâts », explique, sur TFI News, Nathalie Feuillet, sismo-technicienne à l'Institut de physique du globe à Paris (IPG).

Et des dizaines d'autres témoignages, comme celui-ci : « Michel Sidney, étudiant en 3^e année d'informatique à l'Uniqua (Institut universitaire Quisqueya), tué, le 13 juillet 2005, d'une balle dans la tête tirée par une patrouille de la Minustah. » Ou cet autre : Jean Faisan Laguerre, syndicaliste, assassiné le 10 octobre 2008, alors qu'il manifestait porteur d'une pancarte « *Pou Minista alé* » (« dehors la Minustah »).

Votre rapport portait également sur l'état des services publics en Haïti

Nous l'avons constaté, non seulement à travers les témoignages, mais aussi par notre propre expérience : les services publics, la poste, le téléphone, l'autorité portuaire, la voirie, les hôpitaux, les pompiers, l'enseignement..., tout était démantelé. Je crois n'avoir vu nulle part ailleurs autant d'ONG censées assurer des services autrefois rendus par le service public. Nous avons constaté que même le Parc industriel (zone franche déréglémentée) mettait à la rue des milliers de travailleurs. Le chômage frappait à ce moment-là plus de 70 % de la population.

Tout cela, bien avant le tremblement de terre qui frappe aujourd'hui le peuple haïtien. Et qui explique pour beaucoup les terribles conséquences sur le plan humain.

C'est sur cette base que nous nous adressons à nos frères et sœurs, à toutes les organisations ouvrières et démocratiques de la Caraïbe et du monde : oui à une véritable solidarité ouvrière et populaire internationale avec le peuple d'Haïti, pour le droit du peuple haïtien à disposer de lui-même.

Repères

80% de la population vivent sous le seuil de pauvreté

● **Géographie** : d'une superficie de 27 750 km², Haïti partage avec la République dominicaine l'île d'Hispaniola dans la Caraïbe.

● **Population** : 9,8 millions d'habitants, dont 95 % de Noirs, descendants d'esclaves africains.

● **Histoire** : Sous domination espagnole jusqu'en 1697, puis française, Haïti est devenue, en 1804, la première république noire indépendante, après la défaite infligée par les Noirs insurgés au corps expéditionnaire de Napoléon Bonaparte, qui voulait rétablir l'esclavage aboli par la Révolution française. Sous occupation militaire américaine de 1915 à 1934, Haïti subit la dictature féroce des Duvalier de 1957 à 1986. Les premières élections libres au suffrage universel ont lieu en 1990 : Aristide est élu. Il est renversé par un coup d'Etat. Rentré en Haïti en 1994, il est à nouveau élu président de la République en février 2001. Et il est à nouveau renversé en 2004, sur intervention militaire directe des Etats-Unis.

● **Haïti vit depuis sous occupation militaire**, chaotisée par l'ONU. Sous commandement brésilien, les troupes de l'Onu (Minustah) sont haïes de la population. Elles se sont illustrées par toutes sortes d'exactions, dont le massacre de civils perpétré dans le plus grand bidonville de la capitale, Cité-Soleil.



Dans un communiqué “Urgence Haïti”, l'Entente internationale a lancé, samedi 16 janvier, un appel aux travailleurs pour la solidarité avec les travailleurs et le peuple haïtien.

Vous pouvez vous le procurer auprès des adhérents du POI ou en écrivant à Entente internationale, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris. Chèques à l'ordre de CMO (mention Haïti).

Séisme à Haïti



● **Situation** : Cinq années d'occupation ont laissé Haïti, avant même le tremblement de terre, dans un chaos effrayant : services publics anéantis, Etat réduit à rien (toutes les fonctions étatiques sont aux mains des troupes d'occupation), chômage et misère galopante.

● **Le chômage** frappe les deux tiers de la population. Toute industrie a disparu, l'agriculture est moribonde. 80 % de la population vivent sous le seuil de pauvreté (2 dollars par jour, soit moins d'un euro et demi). 54 % survivent dans un état d'extrême pauvreté, avec moins d'un dollar par jour (0,6 euros). Les maladies liées à une eau impropre à la consommation tuent chaque année trente mille enfants de moins de cinq ans.

ÉDITORIAL

Les pillards

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

Le tremblement de terre qui a frappé Haïti est, indiscutablement, une catastrophe naturelle. Mais sont-elles tout aussi « naturelles », les conséquences de la catastrophe ?

Avant le séisme, il n'y avait déjà plus d'Etat en Haïti. Et aussi : plus d'hôpitaux, de services publics, de services de secours...

Depuis des années, méthodiquement, les « grandes puissances » et le Fonds monétaire international avaient imposé à Haïti de démanteler ses infrastructures publiques pour rembourser une dette externe illégitime.

Les mêmes « grandes puissances », au premier rang desquelles les Etats-Unis, avaient, jusqu'en 1981, soutenu la dictature des Duvalier, père et fils ; puis, en 1994, envoyé 20 000 soldats rétablir le président Aristide ; puis, en 2004, fomenté un coup d'Etat qui chassa le même Aristide et imposa l'occupation militaire par la Minustah (1).

Six ans d'occupation militaire : écoles et hôpitaux sont en ruine et 72 % de la population disposent de moins de deux dollars par jour. Mais, chaque semaine d'occupation militaire, un million de dollars est extorqué au peuple haïtien pour payer les intérêts de la dette (qui n'est pas celle du peuple) aux banques étrangères et aux institutions internationales !

En quelques jours, l'administration Obama a pris en main le contrôle militaire du pays. Et ce contrôle, elle ne s'en cache pas, est appelé à durer... Ce qui ne saurait surprendre si l'on considère la nomination de George W. Bush, l'homme de la guerre en Irak et en Afghanistan, comme coprésident de la mission de sauvetage d'Haïti.

En quelques jours, alors que des centaines de milliers restent disparus et que des millions sont en proie à des souffrances et un dénuement atroces, la priorité est devenue... la lutte contre le pillage. Jamais en retard d'une vilenie, Kouchner proclame : « Il faut préserver l'ordre, arrêter les pillages, garantir les propriétés. »

Quels pillages ? Sont-ils des pillards, ces hommes, ces femmes, ces enfants, ces mères de famille qui, pour échapper à une mort certaine, tentent par tous les moyens d'obtenir quelque pitance, un peu d'eau, un peu de ravitaillement ? Non, le peuple haïtien n'est pas un peuple pillard. C'est un peuple pillé qui lutte pour survivre. Les pillards sont ceux qui imposent le remboursement de la prétendue dette externe. Ces pillards-là portent, et eux seuls, la responsabilité de la catastrophe sociale, politique et économique qui transforme un tremblement de terre en un drame humain sans précédent dans la région.

Avec l'Entente internationale, nous nous mobilisons pour exiger l'annulation immédiate de la dette externe, la restitution au peuple haïtien de sa pleine souveraineté, l'arrêt de l'occupation militaire, l'envoi de médecins, d'infirmières, d'ingénieurs et l'ouverture des frontières aux citoyens haïtiens qui le souhaitent (2).

Au-delà d'Haïti, on notera qu'il n'y a pas que dans ce pays que la liquidation des services publics et des conquêtes sociales est « justifiée » par l'ampleur de l'endettement.

Seulement voilà : le « moins d'Etat » conduit au « plus d'Etat du tout ». Et de là à la barbarie, il n'y a qu'un pas. Pour que vive le peuple haïtien — et avec lui tous les peuples du monde —, il n'est qu'un moyen : s'organiser pour barrer la route à la barbarie capitaliste et au gouvernement à son service.

(1) Mission des Nations unies pour Haïti, comprenant des forces armées d'un grand nombre de pays, en particulier du Brésil, de la France, des Etats-Unis, etc.
(2) Lire ci-contre.